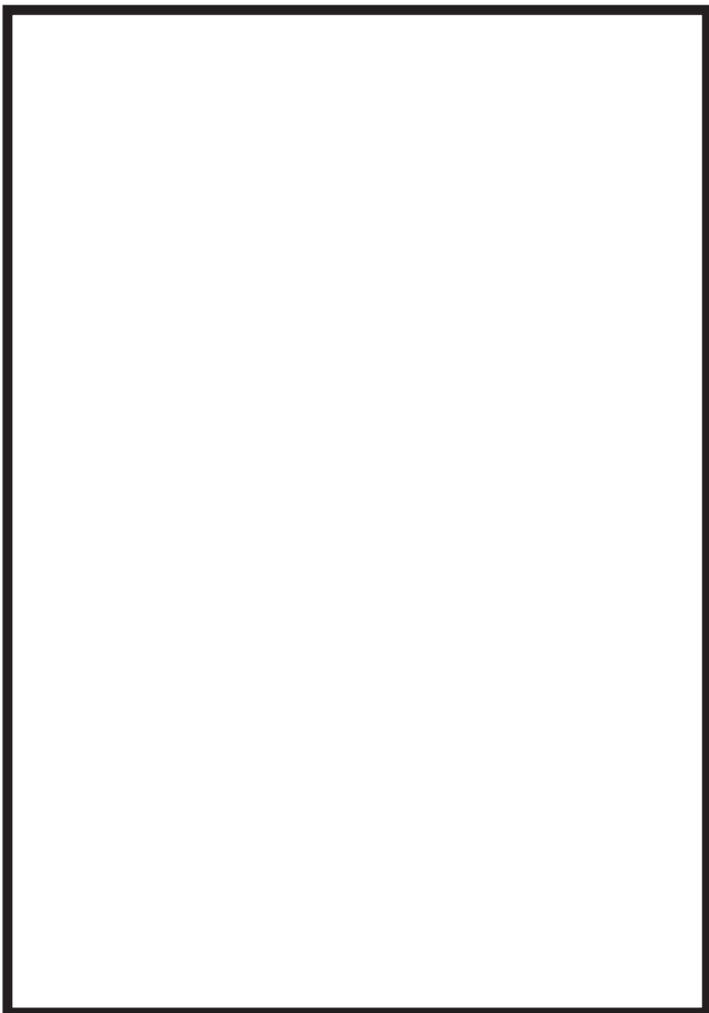


affichage

la liberté d'expression n'est pas à vendre



Jusqu'à présent la loi sur les procédés de réclame (F 3 20) **visait à réglementer les moyens servant la publicité commerciale**, en excluant l'affichage associatif, syndical, culturel et politique... qui relèvent de la liberté d'opinion et de l'exercice des droits démocratiques essentiels. Avec l'adoption de la nouvelle loi, tout affichage serait compris et traité comme de l'affichage commercial.

Nous nous y opposons parce que

- l'affichage commercial et l'affichage libre n'ont pas les mêmes buts, moyens financiers et lieux d'affichage
- la possibilité d'informer et de s'informer par voie d'affichage doit rester praticable par et pour tous et toutes
- la diffusion sur la voie publique d'idées, opinions, propositions ou revendications ne doit pas être soumise aux rapports marchands qui sont devenus dominants en la matière;
- somme toute, la liberté d'expression n'est pas à vendre.

Dans la loi qui est soumise au vote, les lieux possibles pour l'affichage libre seront limités, mal situés, et la censure sera possible. Le contrevant s'exposera à des amendes.

Cette modification de la loi sur les procédés de réclame (F 3 20) est **inadaptée du point de vue des besoins de la population**. C'est une atteinte inacceptable à la vie associative de la cité et à la liberté d'expression de chacune et chacun, c'est pourquoi nous vous invitons à refuser cette modification de loi en votant NON.

Afin de permettre aux citoyennes et citoyens de mesurer les besoins d'affichage libre, les référendaires offrent à celles et ceux qui entendent s'exprimer sur un sujet ou un autre de coller au scotch (c'est l'usage) l'affiche A3 de leur fabrication dans l'espace réservé par le cadre ci-contre.

Merci aux auteurs d'en télécopier un exemplaire au 022 731 84 30 en mentionnant la rue dans laquelle ils ont usé de ce droit.

NON

comité référendaire soutenu par
l'Association Usine (Moloko, Zoo, PTR, KAB,
Spoutnik), Rhino, Association Cave 12,
ContrAtom, GSsA, Affichage Vert, FAQH,
SURVAP, SSP, SIT, CGAS, "A Gauche Toute !"
(solidaritéS, Parti du Travail, Indépendants,
les Communistes), Parti socialiste
genevois, les Verts, ASMV

le 11 mars 2007

à la modification de la loi sur les procédés de réclames